

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 15 septembre 2015

Direction de l'instruction publique

49 2015.RRGR.84 Motion 032-2015 Müller (Berne, PLR) Formation continue des enseignants et enseignantes: pas pendant les heures de classe

N° de l'intervention: 032-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2015
Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 807/2015 du 24 juin 2015
Direction: INS

Formation continue des enseignants et enseignantes: pas pendant les heures de classe

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que

1. la formation continue des enseignants et enseignantes de l'école obligatoire n'ait pas lieu pendant les heures de classe ;
2. le nombre d'heures de cours à dispenser soit adapté en conséquence (réduction d'au maximum 1,5 %).

Développement :

Lorsque la journée de classe est supprimée pour permettre à l'enseignant ou à l'enseignante de suivre une formation continue et en particulier lorsque l'information est communiquée peu de temps avant, les parents sont confrontés à des problèmes d'organisation irritants. Les mères qui exercent une activité professionnelle en particulier se retrouvent aux prises avec des difficultés qui pourraient être évitées si la formation continue avait lieu hors période de classe. Les parents n'auraient pas à imaginer des solutions boiteuses et les enfants ne rateraient pas l'école. La formation continue représente grosso modo trois pour cent du temps de travail annuel. La moitié au moins des cours devraient être suivis pendant le temps libre, le reste étant pris sur le temps de travail. Le nombre d'heures de classe à dispenser sera réduit d'au maximum 1,5 pour cent.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

L'article 40 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE) règle le temps de travail annuel des enseignants et des enseignantes, qui s'élève à 1930 heures. Le mandat du corps enseignant comprend l'enseignement, l'instruction, le conseil et l'accompagnement (env. 85 % du temps de travail annuel), la collaboration et la participation (env. 12 % du temps de travail annuel) ainsi que la formation continue (env. 3 % du temps de travail annuel).

La formation continue individuelle d'un enseignant ou d'une enseignante doit être effectuée pendant son temps libre. Pour les formations effectuées pendant la période d'enseignement, une autorisation de la direction d'école est nécessaire. Ce système permet d'éviter les suppressions excessives de leçons.

Les directions des établissements de la scolarité obligatoire peuvent faire appel aux membres du corps enseignant en dehors de la période d'enseignement, jusqu'à un maximum de cinq jours ouvrés par année scolaire, pour l'organisation des cours et la collaboration au développement de

l'enseignement, de l'école et de la qualité ainsi que pour la formation continue interne à l'école. (cf. art. 61, al. 1 OSE). Aucune suppression de leçons n'est ainsi nécessaire.

Le canton de Berne peut en outre déclarer obligatoires des formations continues. Dans un tel cas, soit la formation a lieu en dehors de la période d'enseignement, soit le canton prend en charge les frais de remplacement éventuels. Ainsi, l'enseignement est assuré pour les élèves (cf. art. 71, al. 2 OSE).

L'introduction du *Lehrplan 21* constitue une situation exceptionnelle (comme ce fut le cas pour le *Lehrplan 95*) :

Des séances d'information seront organisées entre janvier et juin 2016 pour tous les membres du corps enseignant. Chaque école devra participer à l'une de ces séances d'information à raison d'une journée d'enseignement.

En outre, les écoles vont pouvoir consacrer 20 journées supplémentaires à la formation continue entre 2016 et 2022. Celles-ci pourront être regroupées en blocs. La moitié de la formation continue aura lieu en dehors du temps d'enseignement, l'autre moitié pendant les heures d'enseignement sans remplacement, les leçons correspondantes étant supprimées. Ainsi, au cours des six années suivant l'introduction du *Lehrplan 21*, des leçons seront supprimées à hauteur, en moyenne, de deux jours par an au maximum.

Indépendamment de l'introduction du *Lehrplan 21*, la commission scolaire a en outre la possibilité de fixer jusqu'à 10 demi-journées *libres* par année scolaire¹, par exemple à l'occasion de jours fériés locaux, de manifestations ou pour organiser des rencontres. Dans ce cadre, elle peut également autoriser la tenue de formations continues internes à l'école pour tout le collège d'enseignants et d'enseignantes.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les deux points soulevés :

Point 1

Comme expliqué précédemment, la plupart des cours de formation continue sont suivis en dehors du temps d'enseignement. Toutefois, lors de l'introduction du *Lehrplan 21* ou si la commission scolaire compétente fixe une demi-journée libre, par exemple pour la tenue de formations continues internes à l'école réunissant tous les enseignants et enseignantes ou pour l'organisation de réunions, il est possible que des leçons soient supprimées.

Le Conseil-exécutif comprend la requête du motionnaire. Des modifications de la grille horaire peuvent en effet entraîner des difficultés pour les familles, qui doivent assurer la prise en charge de leurs enfants. Toutefois, le Conseil-exécutif juge suffisantes les bases légales existantes. Il est en outre explicitement stipulé dans l'actuel plan d'études pour l'école obligatoire que les parents doivent être informés suffisamment tôt des modifications apportées à la grille horaire et que, en cas de modification, il convient de tenir compte de la situation familiale des élèves concernés².

Point 2

Les annexes 3A et 3B à l'OSE fixent, pour les différents types d'école et degrés d'enseignement, le nombre de leçons hebdomadaires ou annuelles correspondant à un degré d'occupation de 100 pour cent. Pour l'école obligatoire, cela représente 28 leçons hebdomadaires pour 39 semaines d'école par an et 29 leçons hebdomadaires pour 38 semaines d'école par an. Une réduction de 1,5 pour cent du nombre de leçons hebdomadaires pour un temps plein, comme le demande le motionnaire, reviendrait à supprimer environ une demi-leçon par enseignant ou enseignante. Cependant, dans la mesure où il est impossible de tout bonnement supprimer des leçons prévues dans le plan d'études, les leçons correspondantes devraient être attribuées à d'autres membres du corps enseignant et, partant, cette réduction du programme à plein temps générerait un coût brut d'environ 15 millions de francs (env. CHF 10 millions pour le canton et CHF 5 millions pour les communes). Du point de vue de la politique du personnel, le Conseil-exécutif éprouve la plus grande sympathie pour les préoccupations du motionnaire. Il estime néanmoins que l'actuelle réglementation en matière de formation continue fonctionne très bien et

¹ Cf. *Lehrplan 95*, Allgemeine Hinweise und Bestimmungen 12, chiffre 4.1.

² Cf. *Lehrplan 95*, Allgemeine Hinweise und Bestimmungen 13, chiffre 4.3.

est avantageuse d'un point de vue financier. Par conséquent, il considère qu'une réduction du nombre d'heures de cours à dispenser dans le cadre d'un temps plein est infondée. Au vu de la situation financière actuelle du canton, les mesures proposées ne sont pas réalistes. Le Conseil-exécutif rejette donc les deux points abordés.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: rejet

Le président. Auch bei diesem Geschäft handelt es sich um eine Richtlinienmotion, und auch hier führen wir eine reduzierte Debatte. Die Motion weist zwei Ziffern auf, wobei der Regierungsrat beantragt, beide Ziffern abzulehnen. Der Motionär hat das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es kommt immer wieder vor, dass der Unterricht ausfällt, zum Beispiel wegen Lehrerweiterbildung. Dabei ist vor allem ärgerlich, dass Unterrichtszeit verloren geht. Manchmal kommt es auch vor, dass die Eltern erst relativ kurz vorher informiert werden. Deshalb bin ich der Meinung, dass man die schulinterne Lehrerfortbildung, die sogenannte SchilF, in die unterrichtsfreie Zeit legen kann. Das sind nicht so viele Tage. Die allgemeine Weiterbildung geht sonst weiter, um diese geht es nicht. Etwas anderes ist auch die Spezialität, die für den Lehrplan 21 nun vorgesehen wurde. Dabei handelt es sich um eine Zusatzausbildung; es ist also nicht eine der schulinternen Weiterbildungen, die immer absolviert werden müssen. Sie ist selbstverständlich auch nicht betroffen. Es geht also erstens darum, mehr Bildung zu machen, und zweitens, die Eltern nicht zu belasten. Ich möchte zudem betonen, dass es in anderen Schulen, in Privatschulen oder Berufsschulen, schlicht nicht denkbar ist, dass solche Weiterbildungen während der Schulzeit stattfinden und dass der Unterricht einfach ausfällt und Ausbildungszeit flöten geht. Ich bitte den Rat, die Motion anzunehmen, damit die SchilF künftig in die unterrichtsfreie Zeit fällt. Ziffer 2 verlangt eine Kompensation, damit die Lehrer nicht schlechter gestellt werden.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Lieber Philippe Müller, du hättest die Sache vereinfachen können, indem du den Vorstoss gleich gewandelt hättest. Wir schätzen es grundsätzlich sehr, dass die FDP, eine alte Bildungspolitikpartei, das Thema Bildungspolitik offenbar wiederentdeckt hat und es erfolgreich – hoffentlich – beackert. Aber wir haben bereits zwei Vorstösse behandelt, bei denen der Teufel ein Stück weit in der Formulierung lag. Philippe Müller spricht hier allgemein von Weiterbildung. Unterdessen weiss er vermutlich, dass es verschiedene Arten von Weiterbildung gibt. Das hat er sogar gesagt. So, wie die Motion formuliert ist, können wir ihr vom Grundsatz her als Motion nicht zustimmen, und auch ich persönlich kann es nicht, obwohl mir das Anliegen sympathisch ist.

Über Ziffer 2 musste ich beinahe schmunzeln. Vermutlich wurde Philippe Müller angst und bange, als er merkte, dass er sozusagen als verlängerter Arm der Gewerkschaften operiert. Auch Ziffer 2 ist mit durchaus sympathisch. Jetzt ist aber nur der Erziehungsdirektor anwesend und die Finanzdirektorin nicht. Sie würde dem Motionär wohl mitteilen, dass sich der Kanton Bern dies schlicht nicht leisten kann, zumindest nicht zum jetzigen Zeitpunkt. Wir sind uns alle einig: Wenn das Ganze als Paket daherkäme, könnte man darüber diskutieren, ob man für oder gegen das Paket ist. Es darf jedoch nicht sein, dass plötzlich die eine Seite der Meinung ist, man sollte versuchen, Ziffer 1 zu killen und Ziffer 2 durchzubringen. Ich rate Philippe Müller, den Vorstoss zu wandeln.

Daniel Wyrsh, Jegenstorf (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion musste ob dem Paket ziemlich schmunzeln. Ziffer 2 hat uns besonders gut gefallen. Dass Philippe Müller eine solche Arbeitnehmer-Charmeoffensive lanciert, die 15 Mio. Franken wert ist, hat uns gefreut, aber auch etwas erstaunt, weil die Schulen die Lehrkräfte bereits heute während fünf Tagen in den Ferien

herbeizutreiben können. Das wird übrigens an vielen Schulen auch gemacht. In dem Sinn ist das nichts Besonderes. Ziffer 1 lehnen wir ab, weil sie zu restriktiv ist. Wir halten es auch für wichtig, dass man Beruf und Familie vereinbaren kann. Wir trauen den Schulleitungen oder den Bildungskommissionen jedoch zu, dass sie rechtzeitig bekannt geben können, wann der Unterricht ausfällt. Die Eltern können sich sicher organisieren, wie sie es auch in den Ferien machen, denn Ferienbetreuung fehlt in den meisten Gemeinden ebenfalls. Von daher gesehen lehnen wir Ziffer 1 ab und nehmen Ziffer 2 an. Ich bitte den Rat, dies auch so zu machen.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Wenn die Schule ausfällt, kann für Eltern und Erziehungsberechtigte die Unterbringung der Kinder zu einer schwierigen Situation führen, vor allem, wenn es sich um einen kurzfristigen Schulausfall handelt. Im Fall von Lehrerweiterbildungen, von denen es ganz verschiedene gibt, wie wir vorhin gehört haben, ist dies nicht so. Diese Schulausfälle sind bereits von vornherein klar. Damit sollte es auch möglich sein, die Betreuungssituation zu regeln. Zudem sind die Vorgaben, wie die Schulleitungen die Unterrichtsausfälle managen, ausreichend. Es braucht somit keine weiteren Massnahmen. Aus unserer Sicht soll die Schule auch keinen Hütedienst für Kinder darstellen. Die Grünen haben von jeher das Konzept der Tagesschulen unterstützt und werden sich auch künftig für das Modell der Ganztageschule einsetzen. Wir sind klar der Meinung, dass dies das zukunftsweisende Betreuungsmodell sein muss, besonders auch für Familien, in denen beide Elternteile berufstätig sind, sowie für alleinerziehende Frauen und Männer. Die unterrichtsfreie Zeit ist, wie der Begriff ausdrückt, die Zeit, in der die Lehrpersonen keinen Unterricht halten. Es ist eben keine Freizeit, denn in dieser Zeit müssen sie vielfältige Aufgaben wahrnehmen: vorbereiten, korrigieren, administrative Aufgaben erfüllen, Gespräche mit Eltern und Behörden führen und vieles mehr. Würde man die Weiterbildung in die unterrichtsfreie Zeit verlagern, ginge dies auf Kosten der vielfältigen anderen Aufgaben. Das halten wir nicht für sinnvoll. Gerade für Junglehrpersonen sind die ersten fünf Jahre im Schuldienst enorm intensiv. Die unterrichtsfreie Zeit benötigen sie vollumfänglich, damit sie ihre Aufgaben gut und sorgfältig erfüllen können. Wir müssen uns bemühen, dass der Lehrberuf im Kanton Bern attraktiv bleibt. Diese Massnahme wäre dafür nicht hilfreich. *(Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Ziffer 1 der Motion lehnen wir ab, Ziffer 2 nehmen wir an, denn wir finden sie aus personalpolitischer Sicht interessant.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Die EVP erkennt keine Notwendigkeit für eine Anpassung der Praxis. Aus unserer Sicht funktioniert sie und läuft gut. Es geht bekanntlich um die zehn Halbtage, die von den Schulen bezogen werden können, sowie natürlich um die zwei Tage Weiterbildung für den Lehrplan 21 pro Jahr, die noch folgen werden. Wir sind jedoch der Meinung, dass unsere Schulen Halbjahres- oder sogar Jahresplanungen machen, die den Eltern eine rechtzeitige Planung der Kinderbetreuung erlauben. Wo dies dennoch ein Problem ist, muss das Gespräch mit den entsprechenden Schulleitungen und Schulkommissionen, die für die Planung verantwortlich sind, gesucht werden. Es ist ein kleiner Teil der zehn Halbtage, der für die Weiterbildung während der Schulzeit verwendet wird. Es ist wirklich im Voraus planbar, sodass die Organisation einer Kinderbetreuung absolut möglich ist. Die EVP lehnt Ziffer 1 ab und logischerweise auch Ziffer 2.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Les deux demandes contenues dans la motion Müller peuvent susciter une certaine sympathie au premier abord. Cependant, cette motion entre en contradiction avec le partage des compétences entre le Grand Conseil et le Conseil-exécutif. Elle concerne un domaine qui relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif. En outre, l'acceptation de cette motion entraînerait des coûts supplémentaires de 10 millions pour le canton et de 5 millions pour les communes, nous ne pouvons pas nous le permettre. Finalement, organiser l'ensemble des cours de formation continue durant le temps libre impliquerait que toutes les enseignantes et tous les enseignants aient congé le même jour. L'introduction du Lehrplan 21 constitue une situation exceptionnelle et implique plusieurs séances d'information. Il n'est pas réaliste de les organiser toutes en-dehors des heures de classe pour la raison mentionnée précédemment. Par ailleurs, organiser ces séances d'information au mois de juillet est difficilement concevable. La planification prévue par le Conseil-exécutif en la matière me semble tout à fait pertinente. Pour toutes ces raisons, la majorité du groupe UDC vous recommande de rejeter les points 1 et 2 de la motion, tant sous forme de motion que sous forme de postulat.

Ulrich Stähli, Gassel (PBD). Das Grundanliegen der Motion ist sehr sympathisch. Es ist sicher für die Eltern schwer nachvollziehbar, wenn es in der ersten Schulwoche nach fünf Wochen Schulferien heisst, am Donnerstagvormittag falle der Unterricht aus, da finde eine Lehrerweiterbildung statt. Das habe ich selbst x-mal erlebt und kann die Befindlichkeit des Motionärs sehr gut nachempfinden. Dass die Motion finanzielle Konsequenzen hat, ist jedoch die andere Seite. Vermutlich wurde sie beim Einreichen der Motion nicht bedacht. Philippe Müller ist sonst im Grossen Rat nicht unbedingt als Kostentreiber bekannt. Da könnte der Verdacht aufkommen, dass Grossrat Müller in der Euphorie seines Schulmotionenstrausses nicht ganz alles zu Ende gedacht hat. Die BDP-Fraktion lehnt beide Ziffern der Motion einstimmig ab. In der aktuellen finanzpolitischen Lage ist eine Umsetzung der geforderten Massnahmen trotz einer gewissen Sympathie nicht realistisch.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Dans le cadre de cette intervention, je tiens à préciser les points suivants. 1. La formation continue individuelle doit se faire pendant le temps libre. 2. La formation continue obligatoire d'un corps enseignant doit se faire à moitié sur le temps de travail et sur le temps libre, donc, très souvent, le mercredi. 3. Les communes disposent de dix demi-jours de congé qu'ils peuvent utiliser pour ce genre d'activité. 4. Ce sont les Directions qui sont responsables de la planification de ces événements, parfois même, c'est la DIP qui convoque le corps enseignant de toute une région pour l'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement, actuellement chez moi l'anglais dans les classes secondaires. 5. Les parents doivent être avertis plusieurs semaines à l'avance afin qu'ils puissent s'organiser, et cela c'est possible et c'est normal. 6. De nombreux cours de formation continue sont donnés par des enseignants réguliers. Trouvez l'erreur! Le groupe PLR soutient le point 1 et rejette le point 2 de la motion.

Le président. Ich gehe davon aus, dass Grossrat Müller seinen Vorstoss in ein Postulat wandeln will. Deshalb erteile ich ihm noch einmal kurz das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich bedanke mich für die beachtliche Sympathie, die dem Vorstoss entgegengebracht wurde, und für das grosse Verständnis, welches die Regierung für das Anliegen hat. Ich möchte allerdings klar festhalten, dass es keinesfalls eine taktische Spielerei ist und eine Ziffer angenommen und die andere abgelehnt werden sollte. Deshalb wandle ich beide Ziffern in ein Postulat.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Ganz kurz: Wir lehnen den Vorstoss auch als Postulat ab. Mir ist wichtig zu betonen, dass die Information der Eltern verbessert werden muss. Das wurde mehrere Male erwähnt. Im Zusammenhang mit dem Lehrplan 21 gaben wir den Schulleitungen den klaren Auftrag, dass vorher gut informiert werden muss. Ich muss jedoch darauf hinweisen, dass nicht nur Ziffer 2 Kostenfolgen hätte. Auch bei Ziffer 1 sehe ich finanzpolitische Risiken. Wollte man grundsätzlich festlegen, dass die Weiterbildungen zum Lehrplan 21 ausserhalb der Unterrichtszeit durchgeführt werden müssten, so wäre das gar nicht realisierbar und man würde trotzdem Unterrichtsausfälle provozieren, weil jeweils sämtliche Lehrerinnen und Lehrer einer Schule erreicht werden müssten. Man müsste dann aber vermutlich plötzlich Stellvertretungskosten zahlen, und dies käme ziemlich teuer zu stehen. Die Regelung, die 1995 bei der Einführung des Lehrplans 95 getroffen wurde, wonach die eine Hälfte der Weiterbildungszeit in der unterrichtsfreien Zeit stattfand und die andere Hälfte durch Unterrichtsausfall gewonnen wurde, funktionierte damals. Auch dieses Mal wird sie wieder funktionieren. Wenn wir nun den Auftrag erhielten, etwas anderes zu prüfen, müsste ich prüfen, ob wir auch die Stellvertretungskosten zahlen wollen. Ich bitte den Rat, mir diesbezüglich keinen Prüfungsauftrag zu erteilen.

Le président. Wir stimmen über die beiden Ziffern des Postulats einzeln ab. Wer Ziffer 1 des Postulats annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 54

Non 81

Abstentions 2

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 des Postulats abgelehnt. Wer Ziffer 2 des Postulats annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 41

Non 93

Abstentions 3

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 des Postulats abgelehnt. Damit sind die Geschäfte der Erziehungsdirektion bereinigt. Ich danke an dieser Stelle dem Erziehungsdirektor und verabschiede ihn und sein Team.